

DE LA PRÉSIDENTENCE

et les jeunes loups

frontières communes, 20 zones militaires fermées ont été créées et 60 000 hommes déployés depuis mai 2013. Dès 2011, l'Algérie avait défensivement positionné 7 000 gendarmes, des GGF (gendarmes gardes-frontières), sur la frontière avec la Libye, et 20 000 hommes dans les 4^e et 6^e Régions militaires (respectivement Ouargla et Tamanrasset). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Abdelaziz Rahabi, ancien ministre, souligne : «Nous partageons près de 7 000 km avec sept Etats dont la plupart connaissent de sérieux problèmes de stabilité interne. Un conflit armé chez un voisin, comme le cas du Mali ou de la Libye implique une mobilisation coûteuse en hommes et en moyens qui nous mettent dans une sorte de guerre d'usure qui peut affaiblir le pays qui a également d'autres défis socioéconomiques internes à relever».

Pressions aux frontières,
tensions récurrentes
sur le front social

Les candidats en course, qui s'engagent dans la prochaine élection présidentielle, ont l'obligation majeure de ne pas occulter ces multiples défis en basant leur démarche sur le discours idéologique ou à référence religieuse. Nous ne sommes plus dans l'Algérie des années 1990, et celle d'aujourd'hui veut se projeter dans l'avenir. Présents à chaque compétition électorale, certains partis donnent la fâcheuse impression d'être dans la même configuration d'il y a quelques années.

Leur rhétorique et leur diatribe stérile anti-pouvoir ne projettent pas la société dans une dynamique de rupture par rapport au système à tel enseigne qu'ils détonnent par leur archaïsme.

C'est le cas des islamistes qui ne sont guère trop éloignés des partis conservateurs, à l'image du FLN, du RND ou du Taj de Amar Ghoul. Création artificielle, le MPA de Amara Benyounès est bien plus un parti faire-valoir parce que censé repré-

senter la Kabylie en l'absence du RCD (qui le qualifie de renégat) ou du FFS qui eux peuvent au moins se prévaloir d'un encrage populaire.

Plutôt dans la forme que dans le fond, cette présidentielle peut mettre au-devant de la scène des têtes nouvelles, à l'image de l'économiste Kamel Benkoussa, 41 ans, qui revendique une «alternative radicalement différente du système actuel, un nouveau projet de société à travers une réforme des institutions et une refonte radicale du fonctionnement de l'Etat». Nombre de quadragénaires expatriés lui emboîtent le pas. Il en est ainsi de Rachid Nekkaz qui déclame : «La cible numéro un de ma campagne électorale ce sont les jeunes», dit-il. «L'essentiel de mon programme est axé sur les problèmes de la jeunesse à tous les niveaux, que ce soit l'emploi, l'éducation, le logement, le service militaire ou la santé.» Il ne dit pas avec qui et comment.

D'autres personnalités tout aussi inconnues se posent comme candidats déclarés, et parfois leur profil peut sembler insolite.

L'écrivain Yasmina Khadra (Mohamed Moulessehoul, un ancien officier de l'armée à la retraite) est de ceux-là. Il met dans la balance son prestige d'écrivain. Il ne s'offusque pas pour autant que les gens ne comprennent pas sa décision de se porter candidat, mais il y croit dur comme fer, et dit : «Je suis Algérien, je n'ai qu'une seule patrie et je voudrais y vivre dans les meilleures conditions possibles.» Tout un programme !

Autre candidat inattendu, Chaâbane Boudemagh, ex-officier du DRS. La présidentielle de 2014 portera-t-elle le sceau d'une diversité de candidatures issues de la communauté émigrée en même temps que d'autres sur le plan interne ? Mais ils devront alors franchir l'obstacle des 75 000 signatures dans au moins 46 wilayas ainsi que leur officialisation par le Conseil constitutionnel. Pléthore de candidats ou pas, pour Moussa Touati, chaque Algérien a le droit de postuler à la présidence au nom du multipartisme, tandis que Kassa Aïssa,

ex-membre du bureau politique du FLN et porte-parole y voit une manifestation d'un «folklore de mauvais goût». Cette présidentielle introduit-elle par ailleurs l'hypothèse d'un changement de génération ? Zoubir Arous se dit «prudent par rapport à une rupture par l'âge, le système a généré justement une relève jeune qui lui assure sa pérennité. Prenez le cas de Sellal, il en est un».

La rupture viendra d'un président «qui rompt avec les anciennes pratiques à tous les niveaux, qu'il soit à l'écoute des préoccupations des citoyens pas uniquement matérielles, qu'il ait un discours qui mette à nue nos faiblesses, un président qu'il ne caresse pas dans le sens du poil».

«Ghalbouna»

En vieux routier de la politique, le président du FNA, qui concourt pour la troisième fois, voit quant à lui cette élection sous un autre angle, celui du scepticisme : «On n'a jamais eu un président issu du suffrage populaire.» Dans les cercles diplomatiques à Alger, 4 noms reviennent : Ali Benflis, Mouloud Hamrouche, Ahmed Ouyahia et enfin Abdelmalek Sellal.

Pour Rachid Grim, politologue : «Le possible candidat le plus proche de ce profil est sans conteste l'actuel Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dont l'activisme délirant depuis sa nomination au poste ne répond qu'à cet unique objectif : se donner une image d'homme d'Etat, sérieux, travailleur, à l'écoute du peuple et... généreux.» Passé maître dans l'art de sorties médiatiques tapageuses, Moussa Touati n'hésite pas à brocarder certaines officines étrangères sans la «tezkia» (plébiscite) desquelles aucun candidat ne pourra gravir les marches du Palais d'El Mouradia. Il se fait véhément à l'endroit de la France qui, «depuis Ben Bella, a toujours décidé celui qui sera notre président». Dans le clair obscur et le calme de son siège sise à la rue Tanger, il rappelle l'épisode d'une rivalité entre les Etats-Unis et la France de Chirac lorsque l'Algérie a acheté pour 102 milliards de dollars en

bons de Trésor à 2% d'intérêts. Selon lui, c'est Bouteflika qui a fait le voyage à Paris pour remettre 48 milliards de dollars à la France en crise et rentrer ainsi dans ses bonnes faveurs.

«Ghalbouna», lâche-t-il dans un souffle et nous dit ne pas croire à un 4^e mandat de Bouteflika. «Tout le tapage fait autour de cette question sert à détourner l'attention des médias et des citoyens pour permettre au groupe d'intérêt de préparer quelqu'un d'autre», affirme-t-il. Le président du FNA en appelle à une 3^e République ! Il s'explique : «Nous sommes passés de la légitimité révolutionnaire à la légitimité militaire et administrative ; aujourd'hui, nous allons vers un pouvoir financier où l'enjeu est l'argent sale.»

Il fut pourtant le premier à faire payer ses militants pour les inscrire sur les listes électorales ouvrant la voie à la «ch'kara» pratiquée depuis à grande échelle, plus grave au vu et au su de tous ! Le sociologue Zoubir Arous lui aussi partage cet avis : «Beaucoup veulent prendre une part de l'argent sale qui s'empare des hautes sphères.»

Cette dérive a tôt été dénoncée par l'impopulaire Ahmed Ouyahia, encore en poste, parlant des pressions de la mafia financière. «L'argent maffieux gouverne le pays», disait-il en juin 2012. Et d'ajouter : «Je dérange ceux qui n'apprécient pas que je ne sois pas un homme à compromissions dans ma gestion des affaires publiques.» C'était dans le contexte de la fameuse affaire des transactions obligatoires de plus de 500 000 DA par chèque, une recommandation abandonnée depuis !

Fantasmes...

A défaut d'affûter leurs armes, nombre de prétendants au fauteuil présidentiel nourrissent leurs fantasmes. Kassa Aïssa n'y va pas avec le dos de la cuillère, et va jusqu'à s'insurger sur cette «pléthore» de candidatures qui n'ont pas lieu d'être,

Suite en page 8

Abdelaziz Rahabi,
ancien ministre

Dans la réalité du monde actuel, un 4^e mandat donnera de l'Algérie l'image d'un pays archaïque, figé dans le temps et dans celui des hommes.



Moussa Touati



«Ghalbouna», mais on ne s'avoue pas vaincus, le peuple algérien est fatigué de leurs mensonges et a compris que ce sont les intérêts des étrangers qui priment sur les siens.

Mouloud Lounaouci, ex-militant RCD

Les charges présidentielles supposent donc un profil particulier. La forme physique et mentale est à ce titre déterminante. En aucun cas le président ne doit avoir plus de 70 ans en fin de mandat. Il y a également un âge minimum requis car la fonction présidentielle requiert une expérience de vie. La fourchette qui devrait être exigée idéalement au moment de la candidature serait donc entre 40 et 60 ans. Président de tous les Algériens, il doit se situer au-dessus des partis, des clans et autres groupes de pression.

